

ALAIN LEFEBVRE

DANS LES
COULOIRS
DE
L'UNION EUROPÉENNE



Par l'auteur de « Macron le Suédois »

Alain Lefebvre

Dans les couloirs de
l'Union européenne

© Alain Lefebvre, 2019

ISBN numérique : 979-10-262-3254-4



Courriel : contact@librinova.com

Internet : www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

***Pour Cédric, Jérémie et Marion,
qui devront vivre dans cette Europe que nous leur léguons***

Préface

En mai 2019, lorsque ce livre paraîtra, les Français, comme les autres européens, voteront pour élire leurs représentants au Parlement européens. Il y aura les candidats pro-européens et les candidats anti-européens. Ceux qui veulent changer les traités, et ceux qui veulent quitter l'Union européenne. Ceux dont l'objectif est de faire perdre le Président, et ceux qui voteront pour le consolider. Il y aura des débats sur l'Europe, et l'on entendra que l'Europe est une bureaucratie ultra-libérale qui ne veut que notre ruine, mais aussi que seule l'Europe peut nous sauver dans les conflits qui s'annoncent entre les grands, ou mieux encore les Grands, la Chine, l'Inde, les Etats-Unis, la Russie... Certainement, on fera appel aux experts, qui nous donneront leur vision de l'Europe, celle d'aujourd'hui, celle d'hier et celle de demain.

Faut-il dans ces circonstances écrire un autre livre sur l'Europe ? Encore un ? Certes, cela pourrait participer à l'amélioration des connaissances de Français sur l'Europe, ou mieux encore sur l'Union européenne. Mais il faut bien l'avouer : il n'y a pratiquement pas de livre sur l'Union européenne qui suscite l'attention du lecteur, sauf pour les spécialistes. L'Europe vue de France, c'est le sommet de l'ennui. À peine peut-on s'esbaudir sur les exactions de Marine Le Pen ou de Jean-Luc Mélenchon qui auraient utilisé les moyens de l'Union européenne pour faire de la politique en France... À part cela, ce que l'on peut écrire sur l'Europe risque d'être, comme le disait Eric Zemmour de certains chapitres de mon dernier livre, aussi ennuyeux qu'un rapport de l'OCDE.

Mon propos sera plus modeste. Je veux surtout évoquer ici les gens de l'Europe, ceux que j'ai côtoyés, ceux qui s'y montrent sous leur meilleur jour et ceux qui sont arrogants et incompetents. Ceux dont on ne parle pas parce que personne ne s'y intéresse, mais qui sont au cœur de l'action. Ceux pour qui l'Europe n'est pas un traité, mais une réalité quotidienne. Ceux qui œuvrent à Bruxelles, Luxembourg ou Strasbourg pour la France et les Français, et ceux qui nous y ridiculisent. Les arrogants et les modestes. Ceux qui se dévouent et ceux qui abusent. Ceux qui y croient et ceux qui s'en moquent.

Et j'évoquerai l'Europe vue à travers eux.

1

Quand la Secrétaire d'Etat panique

Comment mieux commencer à décrire le bestiaire politique bruxellois, et l'incompétence européenne de nos ministres qu'en évoquant cette affaire de la Secrétaire d'Etat ?

J'ai travaillé à Bruxelles à la Représentation Permanente de la France auprès de l'Union européenne (on dit en jargon local RPUE) entre 1997 et 2001. La RPUE, ce sont ceux qui révisent, ou changent complètement les propositions de législation que propose la Commission européenne. C'est un travail qui consiste à décortiquer ces décisions avec les collègues des autres pays, à y introduire ce que veut la France, en tous cas lorsque l'on arrive à savoir ce qu'elle veut, ce qui n'est pas un mince problème. Une fois que l'on arrive presque à un accord, les textes passent en Conseil des Ministres sur le sujet concerné (pour moi la santé et le social), les Ministres votent, et avec les collègues des autres pays et quelques autres on va boire une bière belge ou deux pour fêter la fin du processus, si tout s'est bien passé. Sinon on repart pour quelques mois de discussion sur le sujet.

Les Conseils des Ministres de l'Union européenne, où se prennent ces décisions, ont lieu dans des salles assez impressionnantes par leur taille, surtout depuis que nous sommes 28 autour de celle-ci. À une extrémité de la table, il y a le Commissaire européen, à mon époque, David Byrne, un juriste irlandais choisi à ce poste non pas pour ses connaissances dans le domaine de la santé, mais parce que c'est un de ces postes peu prestigieux réservés aux petits pays. Le Commissaire est entouré d'une brochette de directeurs ou directeurs généraux de la Commission européenne, personnages au look austère qui ont une conscience aigüe - et fausse - de leur importance. À l'autre extrémité, il y a la présidence, ce qui signifie le ou la ministre du pays qui préside l'Union européenne, présidence qui change par roulement tous les 6 mois. Des deux côtés de la table, toutes les ministres et tous les ministres des pays de l'Union.

Chaque délégation est assise derrière un chevalet qui indique le nom du pays qu'elle représente. Le ou la ministre est assis derrière son chevalet, il

ou elle a à sa droite son ambassadeur, le Représentant Permanent, et à sa gauche son conseiller de Bruxelles (c'était moi pour la santé et certains sujets sociaux), avec derrière eux un ou deux membres son cabinet ministériel et de l'administration parisienne. Pour un Ministre, surtout s'il préside la séance, c'est impressionnant. Pour celui qui lui prépare son dossier, à cette époque c'était moi, c'est le moment le plus risqué : on ne peut pas se permettre une erreur lorsque l'on explique les accords et alliances passés, et les amendements de dernière minute à obtenir.

Voilà planté le décor, mais il reste à parler de l'héroïne de ce qui est pour moi le comble du ridicule côté français. À l'époque, en 1999, Bernard Kouchner n'était plus ministre de la santé, et la Secrétaire d'État de l'époque s'intéressait le moins possible aux questions européennes. Lors d'un de ses premiers Conseils, en 1999, nous avions à l'ordre du jour entre autres sujets un texte de recommandation relative à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques. Tout le monde, Organisation Mondiale de la Santé en tête, commençait à soupçonner que les champs électromagnétiques pouvaient avoir un effet - négatif - sur la santé. Il s'agissait d'appliquer le principe de précaution et d'émettre des recommandations, et notamment de fixer des limites chiffrées d'exposition, pour protéger la population contre les radiations électromagnétiques provenant des appareils de la vie courante : les téléphones portables, mais aussi, on le sait moins, les portiques antivols dans les magasins, les sèche-cheveux ou les rasoirs électriques qui émettent les radiations les plus importantes.

Les négociations avaient été difficiles, et nous avons beaucoup utilisé nos experts, car la question était très technique, même si les applications en sont pratiques. La France était en pointe sur ce texte, et j'avais la chance de pouvoir suivre les débats, du fait d'une formation initiale en électronique, mais la plupart de mes collègues étaient obligés de s'en remettre aux experts. La recommandation que nous avons négociée fut votée par les ministres européens sans problème, en cinq minutes, mais à la sortie un journaliste des Échos voulait obtenir une interview de notre part sur la recommandation vue côté français. La Secrétaire d'État, qui avait à ce moment peu de visibilité en France, vit son heure de gloire arrivée. Elle nous intima de la

laisser seule avec le journaliste et commença à répondre aux questions. Philippe Etienne, le Représentant Permanent adjoint, aujourd'hui conseiller diplomatique d'Emmanuel Macron, et moi-même nous écartèrent, conformément à ses demandes, mais deux minutes plus tard elle prit un air pincé et partit à grandes enjambées, laissant le journaliste bouche bée. Philippe s'occupa de raccompagner à sa voiture la Secrétaire d'État courroucée : le journaliste s'était permis de lui poser des questions précises sur un sujet qu'elle n'avait pas préparé, mais qu'elle venait de voter avec ses collègues ! Je répondis donc aux questions du journaliste stupéfait qu'un ministre puisse voter un texte sans en connaître les grandes lignes et à ma demande, il accepta de ne pas faire état de l'incident.

L'affaire ne s'arrête pas là, car la Secrétaire d'État garda un souvenir douloureux de cette expérience et s'intéressa encore moins aux questions européennes. Malheureusement pour elle, la Présidence française s'annonçait, car chaque pays préside à tour de rôle l'Union européenne : et la présidence signifie que chaque ministre français préside le Conseil des Ministres de son secteur. Ce devait donc être le cas de notre Secrétaire d'État, mais le Conseil s'approchait et elle ne trouvait jamais de temps pour que nous parcourions ensemble l'ordre du jour et les documents qui devaient être discutés et adoptés en Conseil. Avec son cabinet, nous décidâmes que je la rejoindrais à la Gare du Nord à Paris, pour préparer le Conseil dans le train Thalys pour Bruxelles, au petit matin.

Cela a été l'expérience la plus désagréable de mon séjour à Bruxelles, car elle critiqua à peu près tout, de l'ordre du jour approuvé par ses services aux notes préparées par ceux-ci, et même aux positions françaises décidées par Matignon. Crime suprême : l'administration du Conseil de l'Union européenne lui avait préparé une introduction pour chaque point à l'ordre du jour, qu'il lui suffirait de lire pour ouvrir les débats, avec des réponses possibles aux questions qui ne manqueraient pas de surgir. Elle se montra alors totalement hystérique, hurlant dans le Thalys qu'une ministre française ne pouvait se voir dicter ce qu'elle allait dire. Comme je me permis de lui dire qu'elle pouvait dire ce qu'elle souhaitait, elle me trouva insolent et me cria qu'elle ne voulait plus me voir. Je quittai donc avec plaisir le wagon où elle était installée, sur les conseils de son cabinet.

En réalité, cette colère soudaine contre moi, contre l'Union européenne, contre son cabinet était une réaction de panique aiguë, car elle s'était soudain rendu compte qu'elle allait présider une réunion de toutes les ministres et tous les ministres européens, en présence du Commissaire européen, sur des sujets qu'elle n'avait pas étudiés sérieusement, par pure négligence. Cela explique certainement que, pendant toute la réunion, elle n'a à aucun moment osé s'écarter du texte que le secrétariat du Conseil lui avait préparé, qu'elle a ânonné avec peine. Lorsqu'elle avait à répondre à une question directe d'un des ministres ou de la Commission, elle lisait tels quels les papiers manuscrits que Philippe Etienne ou moi-même rédigeons rapidement et lui passions. Pour m'en assurer, j'ai perversément récupéré ces documents à la fin de la réunion, qui au final s'est bien déroulée. Le Conseil de la présidence française avait été un succès, Philippe Etienne et moi avons reçu les félicitations de la Commission et des autres délégations, et nous avons abondamment remercié les services du Conseil européen, au nom de la France et de la Secrétaire d'Etat.

En fin de réunion, un journaliste du Monde s'est présenté pour interviewer notre secrétaire d'Etat. J'ai voulu l'accompagner pour l'aider, après l'expérience malheureuse du Conseil précédent. Mais d'un geste de la main, elle m'a encore fait signe de partir et je me suis éloigné. Cinq minutes plus tard, elle récidiva : elle laissa une fois encore en plan le journaliste dépité, et quitta le bâtiment où se tenait la réunion du Conseil. Le journaliste vint me retrouver et nous la contemplâmes qui s'éloignait. Puis il se tourna vers moi et me dit, comme pour s'excuser : « *Je n'ai posé que des questions simples. Comment quelqu'un peut-il présider un conseil des ministres européens et ignorer les décisions qu'elle vient de faire prendre ?* ». Bonne question.

Je n'ai plus jamais revu la Secrétaire d'Etat à une réunion européenne. Je crois qu'elle a fini tranquillement sa carrière au Sénat.

Bien entendu, il s'agit d'un cas extrême. La plupart des ministres qui vont à Bruxelles sont souvent correctement préparés, et ils représentent correctement la France, mais ont rarement une réelle conviction, ou même une influence sur les décisions: en effet, lorsque celles-ci leur sont présentées en Conseil des Ministres, elles ont été préparées des mois avant le